REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 13 au 19 octobre 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Exposition/Conférence COI-UE.....2

- Partenariat UE – COI : Exposition ouverte jusqu'au 14 octobre au Caudan Arts Centre
- Vernissage de l'exhibition - Caudan Arts Centre
- La COI peine toujours à se frayer un chemin
- Kate Sullivan : « l'OI, zone la plus militarisée du monde »
- L'engagement de la COI et de l'UE pour une Indianocéanie durable en expo
- Débats UE/COI : Constat alarmant sur la qualité des forêts à Maurice
- [Vidéo] Gina Bonne : « Nous sommes prêts à faire le lien entre l'écologie et l'économie »
- Au Caudan Arts : la COI et l'UE pour le développement durable de l'Indianoceanie
- Le changement climatique est la plus que jamais une urgence
- Nous voulons promouvoir le statut socioéconomique des pêcheurs

1.2 Coopération régionale.....15

- Une rencontre au sujet de la coopération régionale L'ambassadeur délégué de l'Océan Indien reçu au Département de La Réunion

2. Centres d'Intérêts

2.1 Santé.....16

- Andry Rajoelina : Fin de l'Etat d'urgence sanitaire, dernier vol de rapatriement le 1er novembre

2.2 Energies renouvelables.....17

- Antsohihy : installation de centrales hybride solaire-thermique

2.3 Economie.....18

- Petites, moyennes et microentreprises : vers la création d'un système de paiement numérique régional

2.4 Economie bleue.....19

- Blue Economy Special Report

2.5 Environnement.....20

- Seychelles' Aldabra atoll has tolerance for heat-induced coral bleaching, research shows

Partenariat UE – COI : Exposition ouverte jusqu'au 14 octobre au Caudan Arts Centre



Nando Bodha, ministre des Affaires étrangères, Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, et Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, inaugurant l'exposition au Caudan Arts Centre.

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) présentent une exposition sur la contribution de leur partenariat à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Cette exposition interactive et gratuite sera accessible du 10 au 14 octobre 2020 au Caudan Arts Centre à Port Louis. En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre sur des thèmes clés de leur coopération.

Depuis plus de 35 ans, la COI et l'UE répondent ensemble aux problématiques communes des États insulaires de l'océan Indien. Ce partenariat s'est matérialisé au travers de 40 projets financés par l'UE couvrant une dizaine de secteurs : pêche, sécurité maritime, environnement et climat, entrepreneuriat, éducation et énergies, entre autres, avec une enveloppe de plus de 250 millions d'euros.

C'est pour célébrer ce partenariat et mieux faire connaître ses résultats que les deux institutions présentent leur action conjointe au travers de l'exposition « Un engagement commun pour une Indianocéanie durable ». Les impacts sur le terrain, les acteurs et les bénéficiaires des projets COI-UE dans les États membres de la COI sont mis à l'honneur pour illustrer les 17 ODD. En complément de panneaux avec faits et chiffres, des tablettes numériques permettront à l'audience de découvrir en images les actions de la COI et de l'UE dans toute leur diversité.

L'exposition démontre comment la COI et l'UE soutiennent, en tandem, les populations insulaires du Sud-Ouest de l'océan Indien et jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de l'agenda mondial pour le développement durable dans la région. L'exposition sera inaugurée le 9 octobre au Caudan Arts Centre de Port-Louis et accessible gratuitement au public du 10 au 14 octobre.

En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre. Au programme : coopération institutionnelle, sécurité maritime, pêche, lutte contre le changement climatique et biodiversité. Ces conférences sont ouvertes au public avec l'entrée gratuite.

Pour Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI : *« le partenariat historique de la COI avec l'UE permet à nos îles, vulnérables par nature, de relever des défis communs et exacerbés par les aléas mondiaux comme les effets du changement climatique. L'UE reconnaît à juste titre la nécessité d'un traitement spécifique pour les îles en développement. Il est question d'avenir, de résilience, c'est un agenda crucial et stratégique pour nos îles. Cette action conjointe permettra aux citoyens de nos îles de prendre la mesure de la richesse de notre partenariat en faveur du développement durable ».*

Pour l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, Vincent Degert, *« cette exposition est une nouvelle occasion de rappeler la force de notre partenariat, un partenariat solidement ancré dans nos valeurs communes. Avec un contexte mondial qui change, notre partenariat est aussi appelé à évoluer. Cependant, une chose ne changera pas : la détermination de l'Union européenne et de ses États membres à renforcer les liens avec la Commission de l'océan Indien et tous ses Etats membres. C'est en travaillant ensemble, de manière résolue, que nous serons en mesure de faire face aux défis de notre temps et de contribuer de manière concrète et significative à bâtir un monde meilleur et à le préserver afin que chacun y trouve sa place. »*

Vernissage de l'exhibition - Caudan Arts Centre



Vernissage de l'exhibition "Commission de l'océan Indien et Union européenne, un engagement commun pour une Indianocéanie durable", 9 October 2020, Caudan Arts Centre

The Hon. Nandcoomar Bodha, Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade was the Chief Guest at the *vernissage* of the exhibition on the "*Commission de l'océan Indien et Union européenne, un engagement commun pour une Indianocéanie durable*"**.** This exhibition, which was held at the Caudan Arts Centre on 9 October 2020, demonstrates the IOC-EU actions in attaining the 17 Sustainable Development Goals (SDGs). The exhibition was also attended by Ambassador Vincent Degert, Head of Delegation of the European Union to Mauritius and Seychelles and Mr Vêlayoudom Marimoutou, Secretary General of the IOC.
In the margins of this exhibition, the following series of conferences is being organised at the Caudan Arts Centre:

1. 12 October 2020 : *Le partenariat COI-UE : Quelle valeur ajoutée pour la région ? Quels résultats ?*
2. 13 October 2020 : *Océans en partage : sécurité et opportunités.*
3. 14 October 2020 : *La croissance est-elle l'ennemie du climat ? Enjeux et actions concrètes en Indianocéanie.*

The above conferences are accessible on the facebook page of the IOC: https://www.facebook.com/commissionoi/?ti=as.

COOPÉRATION RÉGIONALE

La COI peine toujours à se frayer un chemin

Amédée Darga : « Un problème de manque de visibilité des programmes financés par la COI. Les citoyens ne savent pas ce que fait la COI »



La Commission de l'océan Indien (COI) existe depuis plus de 35 ans et sa relation avec l'Union européenne (UE) remonte également à plus de trois décennies. Or, cette organisation régionale – qui regroupe Maurice, La Réunion, les Seychelles, Madagascar et les Comores – semble ne pas bénéficier du soutien requis d'autres organisations, dont la Southern African Development Community (SADC) et la Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA). Un déficit en visibilité est aussi décrié alors que l'UE a injecté 265 millions d'euros dans des projets de la COI durant les derniers 35 ans.

Le partenariat entre la COI et l'Union européenne a été le sujet de discussions franches lundi matin, lors de la première d'une série de trois conférences-débats sur le thème « *Le partenariat COI-UE : quelle valeur ajoutée pour la région ? Quels résultats ?* » réunissant Vélayoudom Marimoutou, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, et Amédée Darga, directeur de SABDS et président du club des affaires Maurice–Afrique. « *Un problème de manque de visibilité des programmes financés par la COI. Les citoyens ne savent pas ce que fait la COI* », avance Amédée Darga. Pour lui, la SADC et la COMESA sont beaucoup plus connues que la COI dans la communauté des affaires. Selon lui, plusieurs pays ont adhéré à d'autres organisations telles la SADC ou la COMESA où une certaine tension a été créée. « *Où est-ce que Maurice met plus d'efforts ?* » se demande le président du club des affaires Maurice–Afrique.

D'autres pays de l'océan Indien se sont également associés à ces associations africaines à divers moments. Selon lui, le commerce en Afrique australe et de l'Est s'élève à 13% alors que celui avec la COI n'est que de 5%. « *Il y a une certaine tension dans l'engagement des pays avec ces organisations régionales.* » Même si la COI est présente, Amédée Darga souligne que la question qu'il faut se poser est qui définit l'agenda entre l'Union européenne et la COI, entre l'UE et la SADC et la COMESA. Il se demande si nous sommes pleinement impliqués. Comment les gouvernements s'impliquent-ils dans la COI et comment la perçoivent-ils ?, s'interroge-t-il. Conscient que la COI est peu visible malgré le financement des projets obtenu par l'Union européenne, Vincent Degert avance que chaque organisation est créée par ses États membres et ce sont eux qui en définissent les objectifs. « *Ce n'est pas le rôle de l'UE de venir dire ce que doit faire la COI* », dit-il tout en ajoutant que les gens doivent savoir ce qu'entreprend la COI. Et pour accroître la visibilité de cette commission, il laisse entendre que l'UE investit pour sa restructuration.

Évoquant le lien entre la COI et l'UE, Vélayoudom Marimoutou soutient que cette instance européenne apporte son concours car la COI « *le veut bien* ». L'histoire de la COI, précise-t-il, est l'histoire d'un « *socle culturel et humain* » partagé et une prise de conscience politique ayant pris corps à Maurice. La COI a été créée à l'initiative du gouvernement mauricien. La COI de 1982 réunit Madagascar, Maurice et les Seychelles. C'est en 1986 que les Comores et La Réunion s'y intègrent. « *La COI est une organisation intergouvernementale au service des États membres, ne décide pas à la place des États membres ; elle n'est pas une banque de développement et ne se substitue pas au pouvoir public* », affirme le secrétaire général.

Par ailleurs, la thématique de ce mardi est « *Océan en partage : sécurité et opportunités* » et celui de mercredi sera « *Changement climatique : quels enjeux et quelles actions concrètes en Indianocéanie ?* ». Au Caudan Arts Centre, le public pourra découvrir une exposition sur les projets financés par l'Union européenne dans les pays membres de la COI. Des tablettes sont aussi installées pour que les visiteurs puissent en prendre connaissance par l'entremise de vidéos. Les débats de ce partenariat se veulent être francs.



CARNET

DÉCÈS

On nous prie d'annoncer le décès de

Soyelin WONG HANG

(née Fok Yue Lam, plus connue comme Aline, âgée de 93 ans)

Le convoi sortira du Kit-Lok, rue Mgr Leen à Bell Village, jeudi 15 octobre 2020 à midi pour se rendre en l'église Immaculée Conception à Port Louis et, de là, au cimetière St. Georges, Les Salines. Le corps sera exposé au Kit-Lok, mercredi 14 octobre 2020 à partir de 16h.

SÉCURITÉ MARITIME | COI

Kate Sullivan : « L'OI, zone la plus militarisée du monde »

De par sa position stratégique, l'océan Indien est l'espace le plus convoité au monde, en attestent notamment les transactions commerciales, qui ont pris de l'ampleur grâce à la montée en puissance des économies asiatiques. De grandes puissances mondiales ont en outre déjà établi leur base militaire dans de petits États, faisant de l'océan Indien la zone la plus militarisée au monde s'agissant des enjeux de sécurité maritime.



Kate Sullivan de Estrada

Intervenant mardi matin sur le thème *"Océan en partage : sécurité et opportunités"* au Caudan Arts Centre, lors d'un débat qui s'inscrit dans le cadre du partenariat entre l'Union européenne (UE) et la Commission de l'océan Indien (COI), Kate Sullivan de Estrada, professeure associée de l'Université d'Oxford, estime que la surexposition de la piraterie aux dépens d'autres défis maritimes a été la cause de la recrudescence d'autres forces militaires dans l'océan Indien. « *This led to situations where there are currently 29 foreign military facilities currently in operation in the north west indian ocean. It is one of the most highly militarised regions of the world* », explique-t-elle par visioconférence. À travers cette surexposition, les grandes puissances maritimes dans la région et ailleurs ont ainsi trouvé un moyen de protéger leur puissance en combattant la piraterie, mais sans inciter, de manière immédiate, les tensions régionales.

Lors de son exposé, la chercheuse soutient que les années 1980 ont été marquées par la montée en puissance des économies clés de l'Asie, faisant ainsi de l'océan Indien un conduit important et central pour le commerce international et les puissances asiatiques majeures. Ce qui, selon Kate Sullivan de Estrada, a créé une forte interdépendance et a fait de l'océan Indien une zone hautement compétitive. La professeure associée note également un intérêt grandissant de l'économie bleue dans l'océan Indien, étant donné que ce secteur se présente comme central pour la croissance des États insulaires en développement. Mais de l'autre côté, dit-elle encore, ces États sont aussi menacés par la piraterie, le trafic de drogue et d'armes, la pêche illégale et le trafic humain. De plus, les menaces sont aussi présentes avec le changement climatique et le fort volume de transport maritime, nuisant à l'environnement marin.

Toutefois, cette série de défis, selon elle, doit aussi amener à une coopération régionale renouvelée dans l'océan Indien. « *Regional cooperation needs to find governance solutions to these kinds of problems of order at sea and in the western Indian ocean specifically we saw these processes converge in response to the sharp rise in incidences of piracy* », estime-t-elle. Pour elle, la COI a aussi son rôle à jouer dans la région, bien que « *différent de celui des puissances qui s'y sont déjà établies* ».

Depuis Madagascar, Nicolas Flury, conseiller maritime et officier international de liaison français au Centre de fusion de l'information maritime, a évoqué le trafic maritime et l'affaire du naufrage du *Wakashio*. Ainsi, selon lui, tous les types de navires doivent faire l'objet d'une surveillance renforcée dès lors qu'ils pénètrent dans un espace maritime particulier. « *Avec l'augmentation de la taille des navires que l'on constate depuis plusieurs décennies, ce ne sont plus seulement les pétroliers qui sont susceptibles de générer une marée noire* », dit-il, citant en exemples les paquebots ou même les vraquiers, comme le *Wakashio*.

Ces navires, dit-il, sont aussi susceptibles de causer une catastrophe écologique. Cependant, pour lui, l'axe de navigation qui passe au sud-est de Maurice, empruntant le Détroit de la Sonde au Cap de Bonne Espérance, constitue une zone de moyenne fréquentation. « *Cette fréquentation risque de s'accroître dans les prochaines années. Surtout qu'il s'agit d'une zone où la navigation hauturière n'est pas réglementée* », fait-il cependant ressortir.

Omnicane Limited

COMMUNIQUÉ

Mr Harold Mayer appointed as Chairperson of Omnicane Limited

The Board of Directors ("The Board") of Omnicane Limited ("Omnicane", "The Company") wishes to inform its shareholders and the public at large that it has decided to appoint Mr Harold Mayer as Chairperson of the Company in replacement of Mr Didier Maigrot who expressed the wish to step down as Chairperson whilst remaining a member of the Board as Non-Executive Director.

The Board of Omnicane expresses its gratitude to Mr Didier Maigrot who has assumed the Chairmanship of the Company since 25 April 2018.

By Order of the Board
Omnicane Management and Consultancy Ltd
Managers & Secretaries

09 October 2020

This Communiqué is issued pursuant to Listing Rule 11.3.

The Board of Directors of Omnicane Limited accepts full responsibility for the accuracy of the information contained in this Communiqué.

omnicane

week-end
96 Pages - Rs 20

11/10/2020 Week-End dimanche

Du 10 au 14 octobre 2020, au Caudan Arts Centre

L'engagement de la COI et de l'UE pour une Indianocéanie durable en expo

Depuis plus de 35 ans, grâce au partenariat de la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) et de leur engagement à répondre aux problématiques communes des États insulaires de l'océan Indien, 40 projets, avec une enveloppe de plus de 250 M d'euros visant à faire avancer ces îles dans le cadre du développement durable, ont été mis en place. Pour célébrer ce partenariat fructueux qui a, au fil des années, conduit à des développements dans une dizaine de secteurs, dont la pêche, la sécurité maritime, l'environnement et le climat, l'entrepreneuriat, l'éducation et les énergies, une exposition, mise en place par l'agence Eruption, a été organisée depuis hier au Caudan Arts Centre.

Placé sous le thème « Un engagement commun pour une Indianocéanie durable », l'objectif de cette exposition de la COI et de l'UE est de mieux faire connaître les résultats de ce partenariat entre les deux institutions. L'exposition, sous forme de panneaux, avec chiffres et images à l'appui démontre les impacts sur le terrain, les acteurs et les bénéficiaires des projets COI-UE dans les États membres de la COI à l'honneur démontre ainsi la contribution du partenariat de la COI et de l'UE à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), exposant ainsi comment la COI et l'UE soutiennent, en tandem, les populations insulaires du Sud-Ouest de l'océan Indien et jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de l'agenda mondial pour le développement durable dans la région. Des tablettes numériques permettent également à l'audience de découvrir en images les réalisations de la COI et de l'UE dans toute leur diversité.

Voyage dans les autres îles de la région

Pour Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI, *« le partenariat historique de la COI avec l'UE permet à nos îles, vulnérables par nature, de relever des défis communs et exacerbés par les aléas mondiaux comme les effets du changement climatique. L'UE reconnaît à juste titre la nécessité d'un traitement spécifique pour les îles en développement. Il est question d'avenir, de résilience, c'est un agenda crucial et stratégique pour nos îles ».* Selon lui, ce partenariat permettra aux citoyens de nos îles de prendre la mesure de la richesse de notre partenariat en faveur du développement durable. L'ambassadeur de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, Vincent Degert, estime pour sa part que cette exposition est une nouvelle occasion de rappeler la force de notre partenariat, un partenariat solidement ancré dans nos valeurs communes. *« Avec un contexte mondial qui change, notre partenariat est aussi appelé à évoluer. Cependant, une chose ne changera pas : la détermination de l'Union européenne et de ses États membres à renforcer les liens avec la Commission de l'océan Indien et tous ses États membres. C'est en travaillant ensemble, de manière résolue, que nous serons en mesure de faire face aux défis de notre temps et de contribuer de manière concrète et significative à bâtir un monde meilleur et à le préserver afin que chacun y trouve sa place »*, dit-il.

Cette exposition interactive et gratuite sera accessible du jusqu'au 14 octobre 2020. En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre sur des thèmes clés de leur coopération. Au programme : coopération institutionnelle, sécurité maritime, pêche, lutte contre le changement climatique et biodiversité. Ces conférences sont ouvertes au public et l'entrée est gratuite. Par la suite, cette exposition voyagera dans les autres îles de la région membres de la COI au cours de 2021.





Débats UE/COI : Constat alarmant sur la qualité des forêts à Maurice

Des arbustes meurent sur l'île aux Aigrettes deux mois après l'échouement du MV Wakashio



La situation était déjà grave en 1997, alors que Maurice ne comptait déjà que 2% de forêts de qualité. Vingt-trois ans plus tard, malgré les efforts consentis, il n'en reste plus que 1,3%. Pire : plus de 95% du capital endémique est menacé. Un constat d'autant plus inquiétant que le pays est déjà frappé par le changement climatique. Sans compter le déblayage des terrains privés pour le développement d'hôtels et de projets IRS, qui aggrave encore le problème. Telles sont les conclusions des débats organisés sur le partenariat UE/COI au Caudan Arts Centre, placés hier sur le thème du "Changement climatique : quels enjeux et quelles actions concrètes en Indianocéanie ?".

Effectuant une présentation hier matin sur le thème « Changement climatique : quels enjeux et quelles actions concrètes en Indianocéanie ?", le Dr Vikash Tatayah, directeur de la conservation auprès de la Mauritian Wildlife Foundation, estime que la perte de nos forêts résulte de l'élevage de cerfs, des projets IRS, du développement routier et de la construction de parcours de golf. « Nous perdons pas de mal de forêts en 2020, alors qu'il en reste déjà très peu », dit-il.

Pour lui, il devient impératif d'arrêter la déforestation. Il critique ainsi le grand nombre de projets de développement dits « verts », entrepris avec des organismes « durables », constatant qu'il existe une disparité entre le dialogue public et l'action, étatique ou privée. « Nous perdons beaucoup de forêts sur les terrains privés, et les lois sont en faveur du développement privé », lance-t-il ainsi, avant d'insister sur l'importance d'une sensibilisation sur la question.

Par ailleurs, la "Cloud Forest" disparaît, ajoute-t-il. Selon ses chiffres, il ne resterait en effet que 2% de ce type de forêts à Maurice. « Et ce qu'il reste, nous le perdrons d'ici peu », prévient-il. Prenant pour exemple la construction de terrains de golf, il explique que ces projets « éliminent des réserves de rivières », qui étaient des "hot spots" pour les oiseaux à lunettes. « Nous avons perdu ces oiseaux à travers ces projets », déplore ainsi le chercheur.

Et de critiquer dans le même temps la demande croissante de projets IRS en milieu montagneux, autrement dit dans des espaces qui, normalement, devraient être réservés aux forêts.
Dans sa présentation, il évoque par ailleurs la mort de plantes, depuis le naufrage du Wakashio, dans les régions sud et est de l'île aux Aigrettes, « qui ont été très touchées ». Il évoque notamment le "bois matelot", un arbre « très costaud », dit-il, mais actuellement touché par l'huile lourde échappée du navire. S'agissant du changement climatique, il avance que la Mauritian Wildlife Foundation a essayé d'en comprendre ses effets sur la biodiversité. « On parle beaucoup du changement climatique, mais très peu de personnes mesurent cet impact. Sans compter que certains ne croient toujours pas au changement climatique », pense-t-il.
Pourtant, le changement climatique est déjà une réalité à Maurice, dit-il, prenant en exemple la pluviométrie, en baisse, alors que paradoxalement, les jours de pluie ont connu une hausse. De ce fait, poursuit le chercheur, « les oiseaux ne peuvent pas sortir et n'arrivent pas à trouver de la nourriture pour leurs oisillons ». C'est notamment le cas de la Crécerelle de Maurice. « Les petits meurent dans le nid ou grandissent avec des déficiences », ajoute-t-il, rappelant que cette espèce a justement fait l'objet d'une étude afin de démontrer les effets du changement climatique sur la biodiversité.
Le Dr Vikash Tatayah a aussi évoqué le cas des oiseaux de mer, tel le Pétrel, qui se reproduit sur l'Île Ronde. Cette espèce, « qui est un hybride de quatre oiseaux », dit-il, est présente dans toute l'Indianocéanie. Mais sa reproduction est impactée, notamment en raison du phénomène El Nino. Aussi, cette espèce a déjà fait le voyage jusqu'au Brésil avant de revenir sur l'île Ronde. Une autre espèce, elle, est allée jusqu'en Australie, avant elle aussi de revenir. Le changement climatique, ajoute-t-il, a aussi des conséquences pour le Cardinal de Maurice, autre espèce d'oiseaux que l'on connaît très bien chez nous.

Pour en savoir plus :

- https://www.webmauritius.com/article/lemauricien/COOP%C3%89RATION+R%C3%89GIONALE%C2%A0%3A+La+COI+peine+toujours+%C3%A0+se+frayer+un+chemin%C2%A0/2319720
- https://infomoris.com/le-mauricien/debats-ue-coi-constat-alarmant-sur-la-qualite-des-forets-a-maurice/
- https://www.facebook.com/infoMoris/posts/821831625297680
- https://twitter.com/lemauricien_com/status/1317010587856109568

[Vidéo] Gina Bonne : « Nous sommes prêts à faire le lien entre l'écologie et l'économie »

by Alii Bhurtun



Les états insulaires sont les premières victimes du changement climatique. Tel est le constat de Gina Bonne, chargée de mission de la Commission de l'océan Indien (COI) pour l'environnement et le climat. Son intervention lors de la conférence sur le changement climatique au Caudan Arts Centre, ce mercredi 14 octobre, était axée sur le capital naturel pour l'économie. Cette conférence qui dure trois jours sera l'occasion pour plusieurs intervenants de débattre sur le thème, « Quels enjeux et quelles actions concrètes en Indianocéanie ? ». La COI et l'Union européenne (UE) contribuent de concert à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

« Mettre en valeur le lien existant entre l'écologie et l'économie est primordial dans le contexte actuel », souligne Gina Bonne. Ce qui, selon elle, n'était pas possible une décennie auparavant. Elle est d'avis que la région Indianocéanie est prête pour faire le pas en avant en brassant la protection de l'environnement et l'économie.

Pour plus d'information

- https://www.youtube.com/watch?v=w_X3C_Fb-yQ&feature=emb_title
- https://www.facebook.com/ionnews/posts/3535171663208530
- https://infomoris.com/ion-news/video-gina-bonne-nous-sommes-prets-a-faire-le-lien-entre-lecologie-et-leconomie/
- https://www.facebook.com/infoMoris/posts/820363652111144
- https://www.webmauritius.com/article/ionnews/%5BVid%C3%A9o%5D+Gina+Bonne+%3A+%C2%AB+Nous+sommes+pr%C3%AAts+%C3%A0+faire+le+lien+entre+l%E2%80%99%C3%A9cologie+et+l%E2%80%99%C3%A9conomie+%C2%BB/2322056
- Changement climatique I Quel en

Au Caudan Arts : la COI et l'UE pour le développement durable de l'Indianoceanie

Par Sneha Peryagh



La Commission de l'océan Indien (COI), et l'Union européenne (UE) se réuniront pour marquer un engagement commun pour une Indianocéanie durable.

C'est dans cette optique que ces deux institutions présenteront une exposition sur la contribution de leur partenariat à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). L'événement aura lieu du 10 au 14 octobre 2020 au Caudan Arts Centre à Port-Louis. En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre sur des thèmes clés de leur coopération.

Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI explique « Le partenariat historique de la COI avec l'UE permet à nos îles, vulnérables par nature, de relever des défis communs et exacerbés par les aléas mondiaux comme les effets du changement climatique. L'UE reconnaît à juste titre la nécessité d'un traitement spécifique pour les îles en développement. Il est question d'avenir, de résilience, c'est un agenda crucial et stratégique pour nos îles. »

Pour sa part, Vincent Degert l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles soutient que « cette exposition est une nouvelle occasion de rappeler la force de notre partenariat, un partenariat solidement ancré dans nos valeurs communes. Avec un contexte mondial qui change, notre partenariat est aussi appelé à évoluer. Cependant, une chose ne changera pas : la détermination de l'Union européenne et de ses États membres à renforcer les liens avec la Commission de l'océan Indien et tous ses États membres. C'est en travaillant ensemble, de manière résolue, que nous serons en mesure de faire face aux défis de notre temps et de contribuer de manière concrète et significative à bâtir un monde meilleur et à le préserver afin que chacun y trouve sa place. »

Depuis plus de 35 ans, « la COI et l'UE répondent ensemble aux problématiques communes des États insulaires de l'océan Indien. Ce partenariat s'est matérialisé au travers de 40 projets financés par l'UE couvrant une dizaine de secteurs : pêche, sécurité maritime, environnement et climat, entrepreneuriat, éducation et énergies, entre autres, avec une enveloppe de plus de 250 millions d'euros. »

ENVIRONNEMENT

Le changement climatique est plus que jamais une urgence

«QUELS *enjeux et quelles actions concrètes en Indianocéanie.»* C'était le thème de la dernière conférence-débat organisée par l'Union européenne (UE) en collaboration avec la Commission de l'océan Indien (COI), mercredi, au *Caudan Arts Centre.*

Les intervenants, Gina Bonne, chargée de mission environnement et climat de la COI, André Pouillès-Duplaix, directeur de l'Agence française de développement, Sameer Kaudeer, responsable éducation et formation de *Reef Conservation*, et Rajesh Parboteeah, chargé de projet au sein de la délégation de l'UE, ont parlé de l'apport des institutions qu'ils représentent à la sauvegarde de l'environnement.

Pour sa part, Vikash Tatayah, directeur de la *Mauritian Wildlife Foundation* (MWF), a relevé l'impact du changement climatique sur la biodiversité. Il faut entendre par là que *«l'on parle du changement climatique mais que son impact sur la biodiversité est très peu abordé. Alors que d'autres ne croient pas dans le changement climatique».* Pourtant, des études et des suivis menés par l'organisation non-gouvernementale (ONG) MWF démontrent l'impact sur la biodiversité. Il cite en exemple le constat au niveau de la côte est de Maurice. Selon les données détaillées recueillies, la pluviométrie totale n'a pas vraiment changé au cours des cinquante dernières années mais la survenance de temps pluvieux a augmenté. *«Un changement qui a un impact sur la biodiversité, à l'instar des oiseaux.»* Le directeur de la MWF explique qu'*«avec le temps pluvieux durant trois à quatre jours, le Kestrel ne peut alimenter ses petits et ces derniers meurent dans le nid ou grandissent avec des déficiences».* Le Cardinal de Maurice est, lui, en voie de disparition.

Les oiseaux de mer sont tout aussi impactés car ils se nourrissent en mer. Les débalancements au niveau de l'eau les empêchent de s'approvisionner correctement. Il a noté que le taux de reproduction du Pétrin de l'île Ronde, un hybride de quatre espèces d'oiseau unique au monde, chute considérablement. Lors des cyclones intenses, tous les oisillons meurent et les œufs sont détruits.

«Cela signifie que ces conséquences s'appliquent aussi aux autres oiseaux marins», précise-t-il. Et d'annoncer que la publication des résultats des études sur l'oiseau à lunettes est pour bientôt.

La *Mauritian Wildlife Foundation* fait aussi un suivi sur la phénologie, soit la floraison des plantes, la production du fruit, des graines, des feuilles, etc. À travers l'étude sur le long terme sur environ cinq à six sites mensuellement, il est indiqué qu'il y a des changements dans la période où ces plantes fleurissent ou rapportent des fruits. Ce débalancement a un effet sur l'écosystème mauricien également.

«Ajouté au changement climatique, on a beaucoup d'autres pressions sur notre écosystème. Il y a eu récemment l'échouement du MV Wakashio», souligne Vikash Tatayah. *«Beaucoup de développements se disent verts et beaucoup d'organismes se nomment comme des organismes de durabilité alors qu'il y a une disparité entre le dialogue public et l'action. Que ce soit dans les corps para-étatiques ou dans le privé.»*

Il ne nous reste en 2020 que 1,3 % de forêt et plus de 95 % de notre flore endémique sont menacés. Il y a des sensibilisations à faire. Vikash Tatayah tire la sonnette d'alarme.

Pour sa part, Vincent Degert, l'ambassadeur de l'UE à Maurice, avance que les partenariats sont importants et qu'il est nécessaire que les Seychelles, les Comores, entre autres, se réunissent car ce sont les premières victimes du changement climatique. D'autant plus que Maurice va rencontrer des problèmes lors des négociations en tant que *High Income Country. «Il est aussi important que les citoyens puissent agir pour l'aspect juridique sur le terrain afin de faire entendre leur voix et leur préoccupation»*, selon Vincent Degert. *«Les informations sont remontées dans les grands dialogues internationaux pour dire qu'il faut agir car le changement climatique est une urgence.»*

Plus d'information

- https://www.facebook.com/defieconomie.mu
- https://twitter.com/DefiEconomie/status/1313087934690598918

Partenariat UE-COI : Exposition ouverte et cycle de conférences



La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) ont inauguré, vendredi 9 octobre, au Caudan Arts Centre, une exposition sur la contribution de leur partenariat à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Ce vernissage s'est déroulé en présence de Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, Nando Bodha, ministre des Affaires étrangères ainsi que d'autres personnalités. Cette exposition interactive et gratuite était accessible du 10 au 14 octobre. En parallèle, la COI et l'UE ont organisé un cycle de conférences du 12 au 14 octobre sur des thèmes clés de leur coopération.

Actualité

?uestions à...

Patrick Fortuno, secrétaire général de la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI)

«Nous voulons promouvoir le statut socioéconomique des pêcheurs»

Au Caudan Arts Centre, un cycle de conférences est organisé pour découvrir les actions de la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE). Mardi, Patrick Fortuno intervenait sur la sécurité et l'exploitation maritime.

Qu'est-ce que la FPAOI ?

La Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI) est une fédération des pêcheurs artisans de Maurice, des Seychelles, de La Réunion, des Comores et de Madagascar, depuis maintenant cinq ans. En 2012, lorsque nous nous sommes regroupés pour la première fois à La Réunion, nous avons remarqué que nous avions divers points en commun, tels que la langue française qui est parlée et comprise par tous les pêcheurs de l'océan Indien, mais aussi une culture de la pêche partagée. En 2014, les discussions ont été poussées plus loin et nous avons mis sur pied un comité de préfiguration qui a travaillé sur notre axe et nos objectifs. La FPAOI a vu le jour en 2015 aux Seychelles. Elle nous a permis de nous faire connaître, de nous rendre crédibles et responsables aux yeux des autres et des autorités.

Quels sont vos intérêts et objectifs ?

Notre objectif principal est de promouvoir le statut socioéconomique des pêcheurs. Beaucoup de défis se profilent à l'horizon. Il y a une surexploitation des ressources halieutiques. Des espèces aquatiques, comme le thon, sont menacées et des rapports effectués sont critiques sur la manière dont les ressources de l'océan Indien sont gérées. Des organisations de consommateurs menacent même de boycotter les produits de la région. D'autant plus qu'à Maurice, certaines espèces de poissons ont déjà disparu.

En ce qui concerne la sécurité maritime, le changement climatique ainsi que les disparitions en mer et les accidents, qui sont fréquents à Madagascar et aux Comores, nous inquiètent tout autant.

Pour toutes ces raisons, nous devons trouver des solutions. Avec



l'aide de la COI et d'autres partenaires, la FPAOI est devenue un élément catalyseur dans la promotion du développement de la pêche artisanale dans la région.

Je souhaite ajouter que nous ne voyons pas la pêche industrielle comme une concurrente. Nous souhaitons simplement avoir une plateforme régionale où nous pourrons développer nos stratégies. Des plans de travail se font déjà dans chaque pays mais nous viendrons bientôt avec un plan plus structuré, qui sera présenté au niveau régional pour faire avancer notre cause, en collaboration avec les acteurs industriels de l'océan Indien.

Qu'en est-il de la pêche illégale ?

La pêche illégale représente toujours une menace. Des cas sont souvent rapportés mais nous faisons quelquefois l'impasse sur des cas de pêche illégale sur notre territoire. C'est la contribution et la coopération des petits pêcheurs qui aideront l'État à lutter contre ce problème.

Propos recueillis par
Chloé CHELVAN

Une rencontre au sujet de la coopération régionale
L'ambassadeur délégué de l'océan Indien reçu au Département de La Réunion



Marcel Lescure, Ambassadeur délégué de l'océan Indien, a été reçu au Département de La Réunion, ce jeudi 8 octobre. Une rencontre rythmée autour d'échanges sur des dossiers relatifs à la coopération régionale. Nous publions le communique du Département ci-dessous. (Photos Bruno Bamba)

Ont été abordés la nécessité de la mise en place d'une démarche coordonnée de l'action extérieure des collectivités, à travers la Plateforme de Coopération, en vue d'un impact plus important des projets menés, ainsi que d'une association renforcée du Conseil départemental à l'action de la Commission de l'Océan Indien (COI) d'autant que la France/Réunion en assurera la présidence l'année prochaine.

Par ailleurs, un soutien a été demandé auprès des Ministères de l'Europe et des Affaires Etrangères et des Outre-mer pour la mise en œuvre du futur contrat de coopération qui pourrait être expérimenté par la Collectivité départementale, au profit des publics en recherche d'insertion professionnelle. Enfin, a été discutée la mise en œuvre d'un plan d'actions concret favorisant l'insertion professionnelle des jeunes réunionnais et les échanges de jeunes, conformément à l'accord-cadre signé par le Département, au nom du gouvernement français et l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Plus d'information

- https://www.memento.fr/article_13-10-2020-marcel-lescure-ambassadeur-delegue-de-l-ocean-indien-recu-au-departement-de-la-reunion

Andry Rajoelina : Fin de l'Etat d'urgence sanitaire, dernier vol de rapatriement le 1er novembre



» On peut désormais affirmer que nous avons réussi à vaincre la COVID-19 « . C'est ce qu'a déclaré hier soir le président Andry Rajoelina lors de l'émission spéciale diffusée sur les médias nationaux. Il s'agit de la dernière émission destinée à la lutte contre le COVID-19 car hier soir, le Chef de l'Etat a annoncé la fin de l'Etat d'urgence sanitaire sur toute l'étendue du territoire. D'ailleurs, contrairement à ce qui a toujours été le cas depuis le mois d'avril, samedi dernier, il n'y avait plus de Conseil des ministres spécial COVID. Après 7 mois de combat acharné contre la pandémie du coronavirus, le Chef de l'Etat annonce que la Grande île est sortie de l'auberge, ou enfin presque. Selon les dernières statistiques, Madagascar ne compte plus que 3 cas confirmés de COVID-19 durant la semaine écoulée, dont une personne contaminée à Antsiranana et 2 à Toliara. Pour ce qui est d'Antananarivo, l'on a recensé 2 cas le 11 octobre. Depuis le 12 octobre jusqu'à aujourd'hui, aucun cas de contamination de coronavirus n'a plus été détecté au niveau de la Région Analamanga, a fait savoir le président de la République. Il a cependant annoncé qu'actuellement, 348 personnes sont encore sous traitement dans tout Madagascar. Au total, le pays a connu 16834 cas de coronavirus et 16233 cas de guérison. A entendre les explications d'Andry Rajoelina, la Grande île a réussi une bonne opération si l'on s'en tient au taux de guérison car celui-ci dépasse les 96%, affirme-t-il. Selon ses dires, le pays occupe la 14e place. Le numéro Un d'Iavoloha affirme que nous avons pu vaincre cette pandémie grâce à toutes les mesures et stratégies mises en place. **Suite de l'article**

Antsohihy: installation de centrales hybrides solaire-thermique

Par Les Nouvelles sur 15/10/2020

Annonces Google
Envoyer un commentaire
Pourquoi cette annonce ?
Annonces Google
Envoyer un commentaire
Pourquoi cette annonce ?



L'installation de centrales hybrides solaire-thermique figure parmi les projets de redressement de la Jirama. Une délégation conduite par le président de la République a inauguré, hier à Antsohihy, la centrale hybride de Bekitrobaka et procédé à la pose de première pierre en vue de l'exécution du même projet à Anahidrano.

Jusque-là, ce sont les localités urbaines qui bénéficient d'électricité presque dans l'ensemble des régions du pays, comme c'est le cas dans la Sofia. L'extension des réseaux de distribution demeure un challenge et le basculement vers l'utilisation des énergies renouvelables s'impose comme alternative.

Dans sa vision de l'électricité pour tous, Andry Rajoelina, président de la République a inauguré la centrale hybride d'Antsohihy qui est le fruit du partenariat entre la Jirama et la société First Energy. Dotée d'une puissance installée de 1,3 MW extensible à 4,9 MW, cette centrale à Bekitrobaka va alimenter plus de 3.000 ménages. L'extension des réseaux de la Jirama est envisageable.

«Cet investissement, réalisé avec l'opérateur First Energy, va permettre à la fois d'accompagner l'émergence industrielle de cette région et de réduire significativement le coût de production de l'électricité. En effet, l'hybridation a l'avantage de réduire le coût de la production d'énergie étant donné que le solaire assurera la production et l'alimentation le jour tandis que le thermique assurera la production la nuit», a évoqué le chef de l'Etat.

Même projet à Anahidrano

En plus de l'inauguration de la centrale d'Antsohihy, le président de la République a, par la même occasion, procédé à la pose de première pierre en vue de l'exécution du même projet à Anahidrano. Cette localité compte 2.400 ménages mais seuls 65 sont branchés en électricité. La centrale hybride solaire-thermique d'Anahidrano, prévue être opérationnelle en décembre, aura une puissance de 32 KW extensible jusqu'à 4,9 MW.

L'installation d'une centrale hybride solaire-thermique à Anahidrano est un exemple concret de la vulgarisation de l'accès à l'électricité et eau pour tous, le «Velirano» n°2 du président de la République.

Madagascar avance progressivement vers la multiplication et la vulgarisation des installations des centrales fonctionnant à l'aide des énergies renouvelables. A part Antsohihy et Anahidrano, d'autres localités seront les cibles du projet comme Mananara, Ambilobe, Marovoay, Nosy Be, Sainte-Marie et Ambanja.

Arh.

Petites, moyennes et microentreprises : vers la création d'un système de paiement numérique régional



La plateforme aidera les entreprises à accroître la visibilité de leurs produits sur les marchés régionaux.

Les petites, moyennes et microentreprises (PMME) représentent plus de 80 % de la communauté des affaires du Marché commun d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (COMESA). Afin de promouvoir leur développement et stimuler le commerce régional, le COMESA Business Council travaille actuellement à la mise en œuvre d'une infrastructure de services financiers numériques.

Cette plateforme aidera les entreprises à accroître la visibilité de leurs produits sur les marchés régionaux. Une rencontre sectorielle à l'intention des représentants des autorités régulatrices du secteur financier des pays du COMESA a eu lieu sous l'égide du COMESA Business Council (CBC) cette semaine-ci, par visioconférence. La Mauritius Chamber of Commerce and Industry, qui est le point focal du CBC à Maurice, apporte son soutien à ce projet. Cette rencontre virtuelle, présidée par Marday Venkatasamy, président du COMESA Business Council et ancien président de la MCCI, avait pour objectif de présenter les conclusions et recommandations d'une étude effectuée dans les pays du COMESA.

Selon Marday Venkatasamy, les marchés transfrontaliers représentent une opportunité pour le développement des PME. Les PMME, dit-il, doivent pour cela avoir accès aux acheteurs, aux informations sur les produits et les prix, les exigences en termes de standard, les paiements en temps réel ainsi qu'une relation durable entre acheteurs et vendeurs. « Cet objectif ne peut être atteint qu'à travers une plateforme de e-commerce qui soit sûre, sécurisée, et susceptible de faciliter le marketing de différents produits et le paiement », appuie-t-il. L'objectif est d'augmenter les échanges commerciaux qui sont de 7 % entre les pays du COMESA et de 15 % entre les pays du continent africain dans leur ensemble.

Blue Economy Special Report



Former President Michel

From Green to Blue Economy: A voyage that began in Africa

The concept of the Blue Economy, which has become a rapidly evolving development strategy, was born in Africa, in the Seychelles. It began as one leader's vision and now encompasses the world, as **Wanjohi Kabukuru** explains.

First, it was the 'Green Economy', and now we have the Blue. The 'Blue Economy' has become a buzz phrase denoting far-reaching socio-economic and structural transformation ideals, aimed at uplifting livelihoods and bolstering economies.

Just how did it develop within a decade to become an in-vogue, adaptable concept, which has led many governments to reorganise and adopt it as a key administrative pillar?

Going back to its beginnings, the 'Blue Economy' narrative lifted anchor and set sail from Seychelles, the island nation deep within the Indian Ocean. Its originator and strongest advocate was the former President James Michel.

"Could there be a better name for what I was envisaging than the Blue Economy? It is clear in its meaning and easy to use, the allusion to colour draws one to the sea, while, and in contrast a complicated scientific term would not do," says Michel, who retired in October 2016.

"I liked the fact that people were already familiar with the Green Economy, and in that respect, the Blue Economy would logically become its counterpart – one for the land and the other for the sea."

As early as 2008, the Seychellois leader had re-engineered his finance strategy and retooled his diplomatic service to leverage on oceans under the banner of the 'Blue Economy', seeing it as an anchor for economic development and a flag for the Indian Ocean archipelago's foreign policy.

"In just a few years, from as recently as 2012, the Blue Economy concept has emerged as the right idea at the right time. It offers a new frontier for human development," says Michel. "Nor is it limited in its potential, with the prospects of benefits for island nations, for coastal nations and for land-locked nations as well." **Suite de l'article**

Seychelles' Aldabra atoll has tolerance for heat-induced coral bleaching, research shows

By: Daniel Laurence Edited by: Betymie Bonnelame



The atoll is 34 km long and 13 km wide with a large and shallow lagoon covering an area of 196 square kilometres larger than the island of Mahe. (David Stanley, Flickr) Photo License: CC-BY 2.0

(Seychelles News Agency) - Coral reefs in the lagoon of the Seychelles' remote **Aldabra atoll** recovered faster after the 2015-2016 bleaching event due to tolerance to heat stress, new research found.
The research indicates that high daily temperature fluctuations inside Aldabra's lagoon probably enhance the coral's tolerance to heat stress in these sheltered waters.

Anna Koester, one of the co-authors, said: "The results of our research show that rapid reef recovery is possible, and highlight that reducing local stressors to coral reefs can enhance their resilience against climate change."

Nancy Bunbury, consulting director of research and conservation of the **Seychelles Islands Foundation** (SIF) which manages Aldabra, said that coral mortality was not only substantially lower in Aldabra's lagoon but that lagoonal reefs also recovered their pre-bleaching coral cover and community composition within only four years after bleaching.
According to scientists from the National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), the globally averaged temperature over land and ocean surfaces for 2015 was the highest among all years since record keeping began in 1880. **Suite de l'article**